

# L'encre rouge



Bulletin d'information du Parti du Travail genevois  
Nouvelle série, n° 71 juillet 2022  
Spécial 13<sup>ème</sup> Fête des peuples sans frontières

## La Fête des peuples est enfin de retour !

Après deux années d'absence forcée du fait de la pandémie, il n'était que grand temps que la traditionnelle Fête des peuples sans frontières, fête annuelle de la section genevoise du Parti Suisse du Travail, fasse enfin son retour. Cette année en marque déjà la 13<sup>ème</sup> édition, qui s'annonce particulièrement belle : nous n'avons jamais eu autant de stands d'organisations progressistes, et le programme politique et musical est plus que bon, tant du point de vue de sa diversité que de sa qualité. Comme d'usage, nous ouvrons les colonnes de l'Encre Rouge aux organisations invitées à la Fête.

Ce résultat réjouissant – prometteur, nous l'espérons, d'un franc succès de cette 13<sup>ème</sup> édition – est bien entendu le fruit du travail des camarades engagés dans l'organisation de la fête. Mais pas seulement. Il témoigne également de l'importance très actuelle de ce que la Fête des peuples représente, de ce qu'elle signifie.

Grande fête populaire, la Fête des peuples sans frontières est avant tout une fête politique ; comme son nom l'indique, une fête dédiée à l'internationalisme prolétarien, qui est un principe fondateur de notre Parti, à la solidarité internationaliste entre tous les peuples du monde dans une lutte commune pour leur émancipation, contre l'oppression impérialiste et capitaliste, contre la tyrannie et la guerre, pour le progrès social, pour le socialisme.

Cette perspective se reflète dans le programme politique de la fête, dont l'idée était de mettre en avant, sans aucune prétention à l'exhaustivité, et dans une dimension tricontinentale, trois foyers majeurs de lutte et d'espoir sur la planète.

C'est tout d'abord l'Amérique latine, dont les peuples ont relevé l'étendard rouge du socialisme dès les années 2000, apportant une lumière nouvelle dans l'âge sombre de la contre-révolution néolibérale, refusant de courber l'échine sous la prétendue « fin de l'histoire ». Ce continent a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire des luttes pour la justice sociale, pour une société nouvelle, libérée de l'oppression exercée par une minorité privilégiée. L'Amérique latine a depuis suivi une trajectoire complexe, entre réalisations spectaculaires, sortie de millions de personnes de la pauvreté, mais aussi difficultés, retours en arrière, et nouvelles victoires. Malgré une opposition farouche d'un impérialisme étatsunien impitoyable et sans scrupules, d'une oligarchie locale ultra-réactionnaire et volontiers raciste, malgré les contradictions et la complexité des tâches, ces peuples n'ont jamais renoncé. Nous soutenons sans réserve leurs luttes qui sont aussi les nôtres. Nous avons décidé de leur donner la parole à la Fête des peuples.

C'est deuxièmement le Sahara occidental, occupé par le Royaume du Maroc, et qui est une des dernières colonies *stricto sensu* sur notre planète (au même titre que la Palestine, la Papouasie occidentale,...), et dont le peuple doit mener une lutte armée pour sa libération. Une lutte insuffisamment connue, et qui devrait l'être plus. C'est pourquoi nous avons fait du Front Polisario, le front de libération du Sahara occidental, l'invité d'honneur de notre fête.

## 13<sup>ème</sup> Fête des peuples sans frontières

Le Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique



C'est enfin le Kurdistan, divisé entre quatre États, et dont le peuple lutte pour son émancipation – ainsi que celle de tous les peuples qui vivent sur ce territoire – et pour une société radicalement nouvelle, ce malgré des difficultés extrêmes, et de nombreux ennemis : les groupes armés islamistes, les impérialismes perfides, le criminel dictateur Erdogan (que nos « démocraties occidentales » considèrent parfaitement fréquentable, et dont les crimes de guerre sont absous),...

Aujourd'hui que les oligarchies capitalistes ne nous proposent comme avenir que l'inflation, les guerres (celle d'Ukraine étant loin d'être la seule), la destruction accélérée de la planète, qui bientôt sera inhabitable, tout cela pour maintenir aussi longtemps que possible leurs privilèges ; que l'Empire le plus puissant qui ait jamais existé s'enfonce lui-même dans les ténèbres de la réaction, et que sa Cour suprême n'est rien de plus qu'un groupuscule d'extrême-droite, nous avons plus que jamais besoin d'une alternative radicale, d'une révolution. De toutes les luttes que nous avons choisi de mettre en avant, nous avons beaucoup à apprendre. Nous devons les soutenir. **Excel-lente 13<sup>ème</sup> Fête des peuples sans frontières à toutes et tous !**

**Alexander Eniline**



## Le Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique continentale

Il est de notoriété publique que, après avoir été divisée en possessions coloniales par les puissances impérialistes européennes dans son intégralité – mis à part l'Éthiopie et le Libéria (quoi que l'indépendance de ce pays fût plutôt relative) –, après un siècle d'oppressions sans nombre, le continent africain fut entièrement décolonisé entre les années 1950 et 1980, même si le colonialisme direct fut trop souvent en pratique remplacé par une domination néocolonialiste moins ouverte, mais à peine moins oppressive, et négatrice dans tous les cas d'une réelle autodétermination des peuples d'Afrique. Une situation qui s'est considérablement aggravée avec la contre-révolution néolibérale et les plans d'ajustement structurels du FMI (le nouveau pouvoir colonial de fait).

C'est presque vrai. Car toute l'Afrique n'est toujours pas décolonisée. Il y a ainsi l'île de la Réunion, qui demeure une possession française. Car, objectivement, lesdits domaines ou territoires d'outre-mer sont les dernières colonies de la France. Si leurs habitants autochtones disposent de la citoyenneté française, des discriminations socio-économiques et mêmes politiques demeurent. Et quand la République ne veut pas lâcher un territoire, elle le conserve de gré ou de force, que ses habitants autochtones soient d'accord ou pas. C'est ce dont témoigne bien l'histoire récente, et notamment, de la Nouvelle-Calédonie, qui reste d'ailleurs toujours un territoire à décoloniser selon l'ONU.

Mais nous parlerons dans la suite de cet article d'un cas beaucoup plus flagrant de colonialisme direct, de la dernière colonie d'Afrique continentale : le Sahara occidental. Ce vaste territoire désertique de 266'000 km<sup>2</sup> est habité par un peuple autochtone, qui possède une identité et une culture bien définie et distincte : les Sahraouis ; qui sont près de 600'000 personnes au Sahara occidental même, et

près de 300'000 dans la diaspora (principalement en Algérie, en Espagne, au Maroc et en Mauritanie). Ancienne colonie espagnole jusqu'en 1976, le Sahara occidental a été depuis annexé par le Royaume du Maroc, qui le revendique comme étant son territoire souverain. Mais l'ONU n'est pas d'accord avec cette prétention, contraire au droit international, et considère le Sahara occidental comme un territoire « non-autonome », dont le peuple a le droit à l'autodétermination. Les Sahraouis sont encore moins d'accord, eux qui ont continué à résister par les armes à l'occupation marocaine comme ils avaient résisté à la colonisation espagnole, sous la direction du Front Polisario, le front de libération du Sahara occidental. Après des années de guerre, un cessez-le-feu fut conclu en 1991, aboutissant à une partition de fait entre 80% du territoire contrôlé par le Maroc, et où les droits des habitants autochtones sont violés d'une façon flagrante, et 20% de territoire libéré, sous contrôle du Polisario ; alors qu'une bonne partie de la population doit vivre dans des camps de réfugiés en Algérie, sans espoir de retour dans leur pays dans un avenir prévisible. Une mission de l'ONU, la MINURSO, était censée superviser un processus d'autodétermination du Sahara occidental. Mais elle se révéla un échec complet. Le Maroc ne renonça jamais à sa volonté d'une annexion *simpliciter* de tout le Sahara occidental. En 2016, il viola le cessez-le-feu, contraignant aujourd'hui le Front Polisario à reprendre les armes.

Ce conflit est peu connu en Occident, où le Sahara occidental passe presque pour un territoire marocain « normal », et où trop de personnes n'en ont jamais entendu parler. Parce que nous soutenons le principe intangible du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, parce qu'aucun peuple ne sera réellement libre tant qu'un seul subira le joug du colonialisme, parce que la



Le Sahara occidental

lutte du peuple Sahraoui doit être connue, nous avons choisi le Front Polisario comme invité d'honneur pour notre 13<sup>ème</sup> Fête des peuples sans frontières. Et pour faire connaître cette histoire, commençons par son début.

### Le Sahara occidental avant 1976

L'histoire du Sahara occidental remonte au fond des âges. Les ancêtres des Sahraouis y vivaient depuis la haute Antiquité. Ils sont progressivement islamisés à partir du VIII<sup>ème</sup> siècle. La région est successivement contrôlée par différents empires. En 1048, des Berbères sanhdjas (en actuelle Mauritanie) se coalisent sous la direction d'Abdallah ben Yassin, un prédicateur malékite, partisan d'un islam rigoriste, et fondent le mouvement Almoravide. Les Almoravides conquièrent un vaste empire, comprenant le Sahara occidental, le Maroc et l'Al-Andalus musulman. Mais, parvenu au pouvoir, le régime Almoravide perd de sa radicalité religieuse. Il est renversé à son tour par un mouvement plus rigoriste encore, les Almohades, en 1147. Le Sahara occidental échappe aux mains de la nouvelle dynastie, et perd son organisation politique.

Mais, en 1514, le Sahara occidental est annexé par la nouvelle dynastie marocaine des Saadiens. Cette



dynastie conquiert un vaste empire, qui atteindra son point culminant à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle, avant de se désagréger peu à peu. Mais le Sahara occidental restera en mains marocaines jusqu'en 1884, et ni Espagnols ni Portugais ne parvinrent à s'y implanter avant cette date. La monarchie marocaine tire argument de cette longue domination pour « prouver » la marocanité du Sahara occidental. Mais une possession dynastique passée ne peut en aucun cas justifier des revendications territoriales présentes, et n'a absolument aucune valeur eu égard au droit international. Elle ne fait surtout pas le poids face au droit d'autodétermination du peuple qui habite une terre donnée, et auquel le régime marocain refuse le droit de décider de son destin.

Le raisonnement de la monarchie marocaine ressemble d'ailleurs à s'y méprendre à celui d'un certain Vladimir Poutine, dont le fameux « Monde russe », dont le contrôle lui reviendrait de droit, a exactement la même légitimité – ou plutôt son absence – que celle de la « marocanité » du Sahara occidental. On reconnaît bien également l'approche d'un autre restaurateur d'empire autoproclamé, Recep Tayyip Erdogan. On voit aisément à quels redécoupages sanglants des cartes, au mépris total des peuples et de leurs droits, conduirait ce type de raisonnement néo-impérial. L'histoire de l'Europe n'en témoigne que trop.

En 1884, le Sahara occidental est annexé par l'Espagne, et devient une colonie espagnole. Le sultan marocain soutient la résistance, avant d'être lui-même soumis à un protectorat franco-espagnol. L'Espagne établit des comptoirs commerciaux et une présence militaire. Les Sahraouis n'ont jamais accepté cette domination coloniale. Mais toutes les tentatives de révoltes furent impitoyablement écrasées par l'occupant. C'est dans la répression sanglante des insurgés sahraouis que le général Franco et ses complices apprirent les méthodes criminelles qu'ils feront subir ensuite au peuple espagnol.

A partir de son indépendance en 1956, le Maroc soutint la lutte des Sahraouis contre l'occupation espagnole, non par sollicitude pour leurs droits, mais dans le but de reconstituer son empire passé, pensant qu'il serait facile d'annexer ce territoire, et que le peuple sahraoui ne s'opposerait pas à cette perspective (sans naturellement daigner lui demander son avis). La Mauritanie avait également des prétentions territoriales sur le Sahara occidental. Le Maroc fit inscrire – on peut rétrospectivement apprécier une certaine ironie historique – le Sahara occidental sur la liste des territoires non-autonomes de l'ONU, qui fit pression sur l'Espagne pour qu'elle mette fin à son occupation coloniale. Parallèlement, la résistance sahraouie grandit. Le Front Polisario (*Front populaire de Libération de la Saguia el Hamra et du Rio de Oro*) fut fondé en 1973, s'inscrivant dans l'héritage des mouvements de résistance antérieurs. L'Espagne s'accrocha toutefois à sa colonie jusqu'à la mort de Franco, en 1975.

Alors que le dictateur agonisait, l'Espagne, n'avait plus la volonté de mener une guerre coloniale. Et le peuple sahraoui n'entendait pas les choses de la même oreille que le roi du Maroc ou l'élite mauritanienne, et aspirait à l'indépendance, non à changer de maître. Une mission de l'ONU reconnut en 1975 un « consensus écrasant parmi les Sahraouis vivant sur le territoire en faveur de l'indépendance et en opposition à l'intégration avec tout pays voisin » ; ainsi que la légitimité du Front Polisario en tant que représentant du peuple Sahraoui (légitimité qui sera confirmée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1979). L'Espagne annonça un prochain référendum d'autodétermination. La même année, la Cour internationale de justice de la Haye statua que « Les éléments et renseignements portés à la connaissance de la Cour montrent l'existence, au moment de la colonisation espagnole, de liens juridiques d'allégeance entre le sultan du Maroc et certaines des tribus vivant sur le territoire du Sahara occidental. Ils



Logo du Front Polisario

montrent également l'existence de droits, y compris certains droits relatifs à la terre, qui constituaient des liens juridiques entre l'ensemble mauritanien, au sens où la Cour l'entend, et le territoire du Sahara occidental », ce qui n'empêche pas toutefois que « (...) En revanche, la Cour conclut que les éléments et renseignements portés à sa connaissance n'établissent l'existence d'aucun lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara occidental d'une part, le Royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part. »

Mais le roi du Maroc, Hassan II, s'opposa catégoriquement à ce que le peuple sahraoui ait son mot à dire sur son avenir, et organisa la « marche verte », une manifestation sur le territoire encore contrôlé par l'Espagne avec des dizaines de milliers de civils marocains, véritable coup de force, pour forcer la main à l'Espagne. L'Espagne, le Maroc et la Mauritanie négocièrent donc en coulisses : le Maroc récupérerait deux tiers du Sahara occidental, la Mauritanie un tiers, et l'Espagne conservait des concessions pour le phosphate et la pêche. Un arrangement scandaleux entre une ancienne puissance coloniale et deux nouvelles, négocié dans le dos du peuple sahraoui, qui n'eut pas son mot à dire, et violemment condamné par le Front Polisario ; un arrangement illégal en vertu du droit international, et désapprouvé par l'Assemblée générale des Nations-Unies, qui réitéra l'exigence d'un référendum d'autodétermination.



## D'une nouvelle occupation coloniale au cessez-le feu

Le peuple sahraoui n'avait fait que changer de maître dans l'affaire, et le Front Polisario fut contraint de mener la lutte armée contre deux nouvelles puissances occupantes. En 1976, il proclama la fondation d'une République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), qui ne fut pas reconnue par l'ONU, pas plus que la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. La RASD, et son combat de libération nationale légitime, bénéficia en revanche du soutien des pays socialistes, et de pays du Tiers-monde s'inscrivant dans une perspective anti-impérialiste (certains d'entre eux l'ont retiré aujourd'hui dans le sillage de la grande régression néolibérale). Parmi les principaux soutiens de la RASD figurait l'Algérie, qui était alors un pays révolutionnaire et anti-impérialiste. Ce soutien a persisté malgré tous les tournants qu'a connu l'Algérie depuis : les camps de réfugiés sous contrôle du Polisario sont aujourd'hui encore en territoire algérien ; y sont situées également les institutions de la RASD, dans le camp de Tindouf.

Le Front Polisario dut donc s'engager dans une guerre de guérilla contre les armées du Maroc et de la Mauritanie, avec succès. La Mauritanie ne fait pas le poids, conclut un cessez-le-feu avec le Front Polisario en 1979, reconnaît la RASD et sa souveraineté sur le Sahara occidental. La zone d'occupation mauritanienne est toutefois rapidement annexée par le Maroc. Car la guerre se révèle plus difficile face à l'armée marocaine. Le Polisario remporte des succès militaires, mais la guerre se révèle impitoyable, et l'aviation marocaine bombarde des camps de réfugiés, forçant des milliers de Sahraouis à l'exil. Le Maroc finit par « sécuriser » quelques 80% du territoire du Sahara occidental qu'il occupe, en construisant un mur gigantesque qui l'entoure – tel le mur de Trump, ou celui édifié par Israël, et qui provoque nettement moins l'indignation des bien-pensants en Occident que feu le mur de Berlin – doublé

d'un champ de mines, et derrière lequel le peuple Sahraoui sous occupation est emprisonné. Pour le Front Polisario, la guerre était dans une impasse, et un cessez-le-feu fut conclu, sous l'égide de l'ONU, en 1991.

## Le Sahara occidental sous occupation marocaine

Le Sahara occidental fut *de facto* divisé en une zone d'occupation marocaine (80% du territoire), et une zone libre (20%), que le Maroc appelle « zone tampon » et qui est de fait contrôlée par le Polisario (mais la plupart des Sahraouis sous administration de la RASD vivent dans les camps de réfugiés en Algérie).

L'ONU désigna une mission spéciale, la MINURSO – Mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental – dont la principale attribution, comme son nom l'indique, était l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Mais, elle se révéla un échec total. Aucun référendum ne put être organisé, car le Maroc sabota systématiquement toute tentative de mise en place d'un vrai référendum, et que le Front Polisario ne pouvait accepter une simple autonomie de façade, laissant la domination marocaine intacte. La MINURSO ne fit rien non plus contre les massives et graves violations des droits humains dans la nouvelle colonie marocaine.

Car le joug marocain dans le Sahara occidental occupé ne se révéla pas mieux que le colonialisme européen. Faut-il le rappeler, le Royaume du Maroc n'est pas une démocratie, mais une monarchie quasiment absolue – avec un multipartisme de façade mais où aucune opposition réelle n'est tolérée – et reposant sur un appareil d'État extrêmement répressif. Comme dans toute monarchie à l'ancienne, la famille régnante, puissante et richissime, est au sommet de l'oligarchie locale, et n'hésite pas à utiliser la



puissance publique au service de ses intérêts privés.

Le Sahara occidental occupé se vit imposer une domination coloniale extrêmement dure : répression brutale de toute contestation, absence de toute liberté d'expression, véritable chape de plomb coupant presque cette région du monde, violences policières et procès politiques omniprésents et arbitraires. Les ressources naturelles du Sahara occidental – phosphates et ressources halieutiques – sont soumises à un véritable pillage, sans aucun égard à la durabilité ni aux dégâts occasionnés à l'environnement. Les revenus reviennent à l'élite marocaine ; le peuple sahraoui n'en voit jamais la couleur.

La monarchie marocaine prétend justifier cette occupation coloniale par une prétendue « marocanité » du Sahara occidental, dont nous avons déjà parlé. Elle diffuse des fakes news, comme quoi la question sahraouie aurait été artificiellement créée de toutes pièces par l'Algérie, ce qui contredit les faits les plus élémentaires, comme d'ailleurs la position de l'ONU. Elle affirme enfin que la question ferait l'objet d'un consensus dans la société marocaine, si bien qu'il serait impossible de faire de quelconques concessions. Mais une majorité de la population russe soutiendrait – même si ce n'est pas certain – l'« opération militaire spéciale ». Qu'un nationalisme fasse l'objet d'un « consensus » – au sein du peuple d'un pays dominant – ne le rend pas légitime pour autant.



### Succès diplomatiques de la monarchie marocaine

A défaut de se plier aux exigences les plus élémentaires du droit international, ou de négocier sérieusement avec ceux que l'ONU a reconnus comme représentants légitimes du peuple sahraoui, le régime marocain a trouvé une autre solution : légitimer son coup de force en le faisant avaliser par des puissances impérialistes.

Les soutiens du Maroc sont tout d'abord les pétromonarchies du Golfe (entre monarchies absolues on est solidaire...). Ce sont ensuite les USA de Trump, qui ont accepté la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en échange du rétablissement des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël : avaliser l'oppression des Sahraouis en échange de l'acceptation de celle des Palestiniens... Une position que l'administration Biden n'a pas remise en cause. C'est l'UE, qui a signé un accord de libre-échange avec le Maroc, incluant le Sahara occidental dans le territoire marocain ; un accord d'abord retiqué par la CJUE, mais ensuite validé par le Parlement européen en 2019. La si vertueuse UE, si intransigeante sur les principes de « l'État de droit », cautionne donc le pillage des ressources naturelles d'un territoire illégalement occupé. Après tout, *business is business*. C'est enfin le gouvernement « de gauche » espagnol, qui a accepté la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, pour que la police marocaine continue à tabasser avec zèle les migrants africains qui tentent de rejoindre les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla.

Quand on a autant de puissances impérialistes de son côté, pourquoi s'embarrasser d'un détail sans importance comme le droit international ? On peut en revanche apprécier la « sincérité » de l'indignation morale des dites démocraties occidentales devant les agissements de Vladimir Poutine – qui, pour inexcusables qu'ils soient, ne sont pas pires que ceux du roi du Maroc, de celui d'Arabie Saoudite, ou du

président de Turquie – et ce que vaut leur attachement aux valeurs que sont le droit international et les droits humains.



Mohamed Abdelaziz, ancien président de la RASD, avec Raoul Castro, en 2014

### Fin du cessez-le-feu et reprise de la lutte armée

Cet état de paix précaire et de promesses non tenues prit fin en 2020. Afin de mieux pouvoir piller les ressources du Sahara occidental occupé, le Maroc décida de bâtir une route goudronnée en direction de la Mauritanie, destinée à l'exportation. Mais cela impliquait d'ouvrir une brèche illégale dans la zone de démarcation, à Guerguerat, et de faire passer ladite route en zone libre, en violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu. Des militants non-armés du Polisario ont manifesté en 2020, en zone libre, pour bloquer cette route illégale. L'armée marocaine est alors intervenue pour réprimer brutalement cette manifestation pacifique, et « sécuriser » une zone illégalement occupée.

Le Front Polisario a estimé qu'il s'agissait de la part du Maroc d'une violation unilatérale du cessez-le-feu, que celui-ci avait donc vécu, et qu'il était de sa responsabilité de protéger les civils sahraouis, fût-ce en prenant les armes. Ce fut la reprise de la guerre. Depuis, les forces armées du Front Polisario attaquent régulièrement des positions de l'armée marocaine, pour accomplir par les armes une lutte de libération nationale que la négociation et l'ONU n'ont pu mener à bien. Du côté marocain, c'est l'escalade dans une répression brutale et arbitraire contre toute expression de mécontentement en territoire occupé. La guerre n'a fait que prendre en ampleur et continue à ce jour, sans qu'il soit possible d'en voir la

fin, bien que le fait soit pratiquement inconnu par chez nous.

Parce que cette occupation coloniale est un scandale trop méconnu, parce que de cette guerre de libération nationale trop peu de gens sont au courant dans notre pays, nous avons invité le Front Polisario en tant qu'invité d'honneur à notre 13<sup>ème</sup> Fête des peuples sans frontières. Parce que la solidarité internationale est pour nous un principe inconditionnel, parce que le colonialisme sous quelque forme que ce soit est inacceptable et doit être éradiqué, parce que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un principe intangible. Pour toutes ces raisons, la lutte du peuple sahraoui doit être soutenue, de la même façon que l'est celle du peuple palestinien ou du peuple kurde, que l'est celle de tout peuple soumis à un joug colonial ou néo-colonial. La revendication doit être claire et sans concession : un référendum d'autodétermination, avec la possibilité de former un État séparé, pour le peuple du Sahara occidental, sans aucune immixtion de la monarchie marocaine. Il n'est pas acceptable, au XXI<sup>ème</sup> siècle, que des prétentions dynastiques, des nationalismes archaïques, ou des ambitions impérialistes puissent justifier l'oppression d'un peuple et le pillage de ses ressources naturelles. Nous luttons pour qu'enfin ces reliques putrides d'un passé révolu rejoignent les poubelles de l'histoire, pour un monde nouveau.

**Alexander Eniline**



## Nos peuples, une lutte permanente.

Les luttes que mènent aujourd'hui les mouvements sociaux boliviens sont le corollaire d'autres luttes dont les premières datent de la période pré-républicaine

### Invasion et luttes pour la survie

*Ils sont arrivés. Ils avaient la Bible et nous la terre.*

*Ils nous ont dit « fermez les yeux et priez »*

*Quand nous avons ouvert les yeux, ils avaient la terre et nous la Bible. (Eduardo Galeano)*

En octobre 1492, débarquaient les envahisseurs espagnols sur notre continent. Ils n'étaient pas arrivés sans rien ; ils avaient, avec eux des armes de feu, des chevaux, des maladies et beaucoup de soif... soif de richesse, soif de sang. Se sentant supérieurs, ils ont décidé de s'approprier de tout ce qui brillait et de détruire tout ce que les peuples originaires avaient comme connaissance.

L'envahisseur espagnol ignorait la valeur spirituelle des pierres et métaux qui ornaient nos habits, nos temples et nos monuments. Ils avaient les yeux qui brillaient uniquement à cause de leur valeur commerciale. Ils voulaient tellement posséder cette richesse, que l'humain ne les habitait plus, ils en voulaient encore et encore. Ils étaient prêts à s'entretuer pour un peu ... d'or.

Si eux pouvaient s'entretuer, nous ne pouvons pas imaginer ce qu'ils pouvaient faire avec les peuples aborigènes. Ou plutôt oui : toute la cruauté des tortures et expériences sur la douleur humaine de l'inquisition a été appliquée sur nos peuples, ces êtres humains considérés comme des sous-hommes ou tout simplement des animaux. Les aborigènes n'avaient, aux yeux des Espagnols, pas d'âme ; ils pouvaient donc commettre les pires atrocités avec la bénédiction de leur église.

Durant ces 500 longues années de colonisation, les peuples

aborigènes ont été massacrés, des peuplades entières ont disparues au nom de la couronne espagnole. Quant aux survivants, ils ont été tantôt utilisés comme esclaves, tantôt comme main d'œuvre bonne marché, voire gratuite. Ils ont également été utilisés comme chair de canon pour leurs guerres et ont été instrumentalisés politiquement par les « élites dirigeants ».

Les peuples autochtones ont vécu une domination inimaginable. Il existait une volonté d'effacer leurs croyances, leur culture, leurs pensées. On raconte qu'avant l'arrivée des blancs, les prêtres andins (amautas) savaient qu'une peste ou pandémie s'approchait. Ceci pourrait expliquer la résignation avec laquelle ils ont supporté les vexations.

Mais cette vision est plutôt une vision catholique. On peut douter des écrits des chroniqueurs de l'époque parce que ceux-ci étaient grandement influencés par la société, la religion et leur origine. On peut donc se demander si cette légende n'est pas utilisée comme moyen d'apaiser les éventuelles revendications historiques ou d'expliquer l'inexplicable. Par ailleurs, n'est-ce pas la résignation, une marotte utilisée par les églises pour soumettre le peuple ?



Fresque murale, Paris, France

En revanche, la notion du Pacha kutiy est très présente dans les esprits des peuples amérindiens. Le Pacha kutiy décrit des cycles de l'humanité. Des périodes fastes et des périodes néfastes. Ces périodes d'espace/temps s'alternent dans la nature. Selon les Aymaras, les cycles ont une durée de 500 ans.

Depuis l'arrivée des envahisseurs, nos peuples ont su que des siècles d'amertume s'ouvraient à eux et que, dans ces conditions, l'enjeu principal pendant la colonisation était leur survie. Tout a été mis en œuvre pour atteindre cet objectif, en attendant avec impatience l'arrivée de ce « Grand jour » (« J'acha uru ») où une nouvelle période faste commencerait.



## Indépendance et luttes pour la préservation de l'identité

Paradoxalement, en octobre 1992, on fêtait à New York le jour de l'hispanité. C'est-à-dire que 500 ans après le jour noir de l'arrivée de ceux qu'on veut nommer comme « conquérants » (conquistadores), des habitants américains « fêtaient » cette arrivée (!). C'est une tendance : on veut louer les faits commis par les envahisseurs, on veut les élever dans l'Histoire comme des faits héroïques.

En même temps, chaque pays « fête » l'anniversaire de la victoire contre les espagnols. « *Le jour de la victoire des révolutions d'indépendance* » est un jour sacré dans le calendrier. Alors, pour quelle raison les mêmes sujets qui louent le « conquistador » fêtent avec autant de fierté sa défaite ? La seule réponse se trouve dans le fait que le changement n'a pas été fait par les peuples autochtones. Ces pseudo-révolutions ont été menées par les mêmes espagnols ou par leurs descendants.

Les peuples originaires ont été intégrés dans les batailles contre le colonialisme, mais ils n'ont pas eu le droit aux « changements ». Partant, leur situation n'a pas du tout changé. Nos luttes ont continué comme avant les « révolutions ». Les luttes contre les nouveaux patrons, n'avaient pas changé, la recherche du « Jach'a uru » (le « Grand Jour »). L'ennemi n'avait pas changé, seul avait changé le moment historique. On était passé de la colonie à la république.

La république aurait pu être l'occasion pour intégrer tous les habitants du continent. Seulement, l'héritage des nouvelles élites a pris le dessus. Les nouvelles élites créoles ont hérité la cupidité, la corruption et la haine de l'indien. Aujourd'hui, nous observons que cette élite peut toujours tuer pour un peu ... d'or!

Durant les 500 ans néfastes, les peuples autochtones n'ont jamais résigné leur liberté ni leur culture. Et ceci malgré que tous les soulèvements ont été anéantis, tous les

rebelle ont été emprisonnés, jugés, punis quand ils n'ont pas été torturés, assassinés ou écartelés.

À la lutte pour la survie, est venu se rajouter la lutte pour la préservation de l'identité. Déjà à ce stade, en Bolivie, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres contrées du continent, la vigueur des cultures ancestrales restait encore très forte malgré l'atrocité ethnocide mis en place par les colons et poursuivis par leurs héritiers politiques, les créoles.

## Libéralisme et luttes pour la reconnaissance et la participation

Nos luttes n'ont pas été vaines ; certaines concessions ont été accordées grâce à ces luttes. En Bolivie, par exemple, en mai 1945 après le 1<sup>er</sup> congrès indigène autorisé par le pouvoir, l'indien a obtenu le droit de circuler librement dans les rues des villes. Ce droit a fait l'objet d'un décret gouvernemental. En 1952, la « Révolution agraire » avait donné le droit de posséder la terre à qui la cultive. Cette mesure, qui aurait permis l'émergence des peuples autochtones, a été, par la suite, complètement déformée. Le 20 avril 1994 est promulguée la « *Loi de participation populaire* » par laquelle le gouvernement reconnaît la possibilité de participation des communautés indiennes. Ceci a donné la possibilité d'investir des représentants des peuples autochtones dans le congrès parlementaire. Nous avons souvent eu l'occasion de voir des députés habillés en tenue traditionnelle, face à la réprobation et racisme des gens enravatés.

Ces piètres concessions, ont répondu aux pressions populaires. L'indien n'est plus l'être soumis et résigné, il ne l'a jamais été. Nos peuples sont conscients que le Pachakutiy est là. Nous devons commencer les prochains 500 ans fastes. Notre culture doit être reconnue, nos nations doivent être reconnues. Nos savoirs doivent faire partie de la construction du pays. Nos nations doivent faire partie des décisions de notre futur,

exister comme telles en autodétermination, le chemin vers la souveraineté et la plurinationalité est la vision commune du peuple bolivien.

Il est reconnu au niveau international que les peuples originaires ont une cosmogonie et des connaissances profondes liées à la Pachamama (la mère-terre). La diversité de techniques écologiques montrent la conscience constante avec laquelle ils ont développée des problématiques sociales et des solutions qui, aujourd'hui, peuvent s'appliquer à nos sociétés actuelles.

Il est important de comprendre et reconnaître la Pachamama ainsi que ses droits. Contrairement à la pensée vénale de la richesse de l'envahisseur, la pensée des peuples originaires est centrée sur la nature. Nous faisons partie de la nature, nous sommes nature, et de ce fait, nous ne pouvons nullement imaginer la nature comme étant une marchandise. La conscience écologique de l'Aymara est dite en deux mots *Suma q'amaña* qui veut dire Bien vivre. Ce concept entre en asymétrie avec la « mieux vivre » capitaliste, lequel a provoqué la spirale de consommation disproportionnée qui nous dirige vers une catastrophe écologique sans précédent.

Avec les succès des luttes pour l'autodétermination, la reconnaissance et la participation populaire, après plus de cinq siècles de malheur, les conditions commençaient à être réunies pour le ce changement tant attendu.

## Processus de changement (« *Proceso de cambio* ») et luttes pour la conquête de l'exercice du pouvoir

Après avoir essayé plusieurs voies y compris celle de la lutte armée, après avoir gagné les luttes pour la survie, l'identité, la reconnaissance, la participation et l'unité, les mouvements sociaux, déçus des partis politiques traditionnels, ont compris qu'il leur fallait un instrument politique propre avec lequel participer au jeu démocratique et remporter



des élections. La construction du MAS-IPSP répond à cette prise de conscience et dans l'imaginaire des boliviens conscients de leurs racines culturelles, l'avènement d'un gouvernement indien a été considéré comme l'avènement même du « J'acha Uru », le « Grand Jour » où, à nouveau, de jours fastes rendraient le peuple heureux. Le pays à été refondé, la Bolivie est devenue un État plurinational, une nouvelle Constitution a été approuvée et de nouvelles politiques sont, depuis lors, mises en œuvre tant sur le plan social, qu'économique et culturel.

Avec la plurinationalité, nous voulons affirmer notre culture, nous voulons extraire nos mythes et traditions de l'amalgame syncrétique. Nous voulons construire des sociétés inclusives, justes et pacifistes. Les frontières actuelles dans notre continent ont été décidées et imposées en fonction des besoins matériels circonstanciels. Jamais, la volonté des peuples n'a été consultée. Cependant, les peuples n'ont jamais considéré ses frontières comme des obstacles. Les peuples ont continué avec l'intégration transfrontalière de l'Abya Yala (mot d'origine Kuna, qui signifie « terre dans sa pleine maturité » et qui est utilisé pour désigner ce qui est communément connu comme Amérique Latine).

C'est pour cette raison que la Wiphala a été adoptée comme le symbole actuel d'unité des peuples. Contrairement aux symboles hérités de la période coloniale, la Wiphala n'est pas seulement un symbole d'unité. C'est un code ancestral qui enseigne la tolérance, l'inclusion, la paix, la vie.

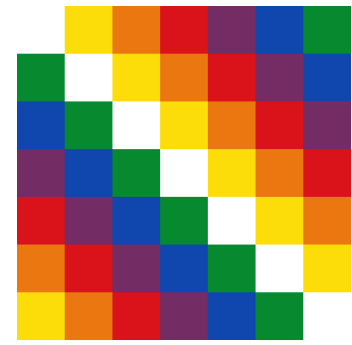
Les drapeaux et blasons républicains ont adopté les mêmes sens des symboles coloniaux. Ils mettent en avant des guerres, des batailles, des armes, des déclarations belliqueuses ou des symboles de richesse ou de la valeur commerciale. Si l'on se réfère à la signification des couleurs du drapeau bolivien, le symbolisme est édifiant : le rouge représente le sang des

guerriers, le jaune symbolise la richesse minérale du pays et le vert la richesse végétale. Ceci contraste avec le symbolisme des couleurs de la **Wiphala** : le rouge y représente la Pachamama, le jaune représente l'énergie, la force, le vert symbolise l'économie, etc. Voilà qui confirme nos visions si différentes.

Toute la signification intangible de la Wiphala a fait que les mouvements sociaux l'aient adoptée comme un symbole de L'État Plurinational de la Bolivie, un symbole d'unité dans la diversité. Ce n'est d'ailleurs pas anodin que, lors du Coup d'État de 2019, c'est ce symbole de la Wiphala qui a été brûlé et piétiné par une oligarchie fasciste et rétrograde ainsi qu'un ensemble de citoyens qui ne reconnaissent pas l'origine pré-républicaine de leurs ancêtres. L'intolérance, la violence et l'ignorance ont marqué l'histoire de la Bolivie, lorsque de manière caricaturale, Jeannine Añez a pris le pouvoir du Palais du Gouvernement, Bible en main, croyant ainsi mettre fin à une démocratie populaire de plus de 14 ans. Cet épisode néfaste n'a été qu'une vaine tentative des gouvernements de droites du continent et d'Europe d'aller contre la souveraineté d'un peuple libre, digne et souverain.

En quelques mois, nous avons récupéré la démocratie au travers des urnes. Nos luttes continuent, car les assauts de la droite rance ne cessent pas. L'histoire a tourné. Nous ne pouvons plus retourner à l'ancien temps où nos peuples étaient invisibilisés. Maintenant, le jour de la mère-terre a été adopté par l'ONU grâce à la diplomatie des peuples menée par nos ministres de relations étrangères. Nos peuples contribueront, grâce à leurs savoirs ancestraux, à l'amélioration du monde par le respect de la Pachamama et à notre rôle en tant qu'être humain dans cet espace/temps.

Nos peuples se batront pour que le Pacha Kutiy soit une réalité pour les 500 prochaines années.



### Autocritique et approfondissement du processus

Aujourd'hui, depuis une posture de société civil nous pouvons affirmer qu'il reste encore beaucoup à faire, nous sommes dans un long processus de décolonisation. Nous sommes loin d'avoir tout le pouvoir politique et encore plus de peser suffisamment sur d'autres formes de pouvoir. Nous sommes aussi loin de maîtriser suffisamment l'exercice des pouvoirs obtenus. Nous sommes encore en phase de consolidation du Processus de changement (« Proceso de cambio ») en cours. Nous sommes à la fois architectes et maçons de notre avenir, notre processus reste fragile et une fois obtenue sa consolidation, il nous restera encore à œuvrer pour son approfondissement. Les ennemis restent nombreux et leur action est tout sauf négligeable. Nous devons encore nous battre pour nous améliorer et pour convaincre nos détracteurs de l'intérêt de nous rejoindre. Nous sommes dans cette voie, et ceci est l'essentiel de nos luttes pour les décennies à venir.

Jallalla la soberania de los Pueblos!  
Jallalla Estado Plurinacional de Bolivia!

Jallalla Abya Yala unida!  
Jallalla los pueblos del mundo, unidos en sus diversidades.

**COMUNIDAD  
BOLIVIA.PLURINACIONAL.CH**

**1201 Genève Suisse**

mail :  
**bolivia.plurinacional.ch@  
tutanota.com**





## Bolivie : Pas de pouvoir féminin sans dépatricarisation !

A Genève, ce mois de juin, Maria Nela Prada, Ministre de la Présidence de l'état bolivien a présenté son programme de dépatricarisation devant le comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) à l'ONU. Elle a rappelé que le « processus de profondes transformations politiques, économiques, sociales et culturelles a été brusquement interrompu par un coup d'État, en novembre 2019, après 37 ans de vie démocratique (...) La violence raciste s'est déchaînée, exercée principalement contre les femmes autochtones, elle a détruit les symboles nationaux d'origine indigène ».

Ce même mois, Jeanine Añez, ex-présidente de facto a été condamnée à 10 ans de prison pour coup d'État. La Ministre de la Présidence déclare « Celui qui veut diriger notre pays doit le faire par le vote souverain du peuple. Cet arrêt montre qu'il y a eu un coup d'État en Bolivie.. »

Démocratie était pourtant le leitmotiv de Jeanine Añez affirmé dans une interview à la revue Forbes qui la présentera en couverture tout sourire avec le titre « Le pouvoir féminin » en novembre 2019, une dizaine de jours après son auto-proclamation et les massacres de Sacaba, de Senkata et de la Zona Sur Pedregal.

La particularité des violences commises durant cette période est qu'elle était aussi dirigée contre les femmes de pollera suspectées étant indigènes, d'être des pro Mas, le parti du président Evo Morales.



La ministre Maria Nela Prada, à Genève le 23 juin 2022

Attaqués, frappés, insultés par l'armée ou par des commandos en moto comme la Resistencia Juvenil Cochala, les femmes n'avaient aucune protection et encore moins celle de Jeanine Añez qui sera appuyée par ce groupe fasciste lors de sa candidature des élections en 2020. Elle est considérée comme « une femme courageuse ».

Cette période dictatoriale a pris fin par le résultat des urnes sans appel de 55,10 % en faveur du Mas en novembre 2020. Le président Luis Arce nommera la 1ère femme ministre de la Présidence Maria Nela Prada qui déclarera en 2022 année de la révolution culturelle pour la dépatricarisation.

« Pour reconstituer un tissu social, il faut le faire sur la base de la mémoire, de la vérité et de la

justice", expliquera le ministre bolivien, "le passé ne peut pas être laissé de côté comme si la vie des gens n'avait pas d'importance, la vie de tous les gens comptent ». C'est pourquoi, la ministre fera recours suite à la condamnation de Jeanine Añez et demande une extension à 15 ans. La peine maximale étant 30 ans. La justice continue, l'ex-présidente de facto devra répondre de génocide car c'est bien elle qui a signé le décret suprême 4078 qui exonère la responsabilité de l'armée lors des massacres en 2019. Le bilan s'élève à 40 morts.

**04.07.2022**

**Por Bolivia me muEvo**

**Tania Marino**



## Julian doit être libéré avant qu'il ne soit trop tard. Sa vie en dépend. Vos droits en dépendent. Ma lettre d'opinion pour The Independent

Vendredi dernier, la ministre de l'Intérieur Priti Patel a donné son accord pour que le Royaume-Uni envoie mon mari, Julian Assange, dans le pays qui a comploté son assassinat.

Julian est toujours emprisonné à Belmarsh après plus de trois ans, à la demande des procureurs américains. Il risque une peine de prison pouvant aller jusqu'à 175 ans pour les publications sans doute les plus célèbres de l'histoire du journalisme.

La décision de Patel d'extrader Julian a provoqué une onde de choc dans la communauté journalistique. Le ministre de l'Intérieur a ignoré les appels lancés par des représentants du Conseil de l'Europe, de l'OSCE, de près de 2000 journalistes et de 300 médecins pour que l'extradition soit suspendue.

Lorsque Julian appelle à l'heure du coucher des enfants, ils se parlent bruyamment. Les appels ne durent que dix minutes, alors quand l'appel s'est terminé brusquement l'autre soir, Max, qui a trois ans, a demandé en larmes si c'était parce qu'il avait été méchant, j'ai dit distraitement que ce n'était pas sa faute, mais celle de Mike Pompeo. Gabriel, cinq ans, a demandé : "Qui est Mike Pompeo ?"

J'avais pensé à Mike Pompeo, car pendant que le ministre de l'Intérieur de ce pays était occupé à signer l'ordre d'extradition de Julian, en Espagne, un juge de la Haute Cour convoquait Pompeo pour l'interroger sur son rôle en tant que directeur de la CIA dans leurs complots présumés pour assassiner mon mari.

Alors qu'il était à la tête de la CIA, le plus fidèle soutien du président Trump aurait chargé ses agents de préparer des "croquis" et des "options" pour l'assassinat de leur père.



La citation de Pompeo à comparaître devant un juge espagnol découle d'une enquête sur l'espionnage illicite de Julian et de ses avocats par le biais d'une société enregistrée en Espagne. La police espagnole a saisi de grandes quantités de données électroniques, et des personnes impliquées dans la réalisation des opérations clandestines ont témoigné qu'elles avaient agi sur instruction de la CIA. Ils avaient discuté de l'enlèvement et de l'empoisonnement de Julian.

Gabriel, âgé de six mois à l'époque, avait également été une cible. Un témoin a reçu l'ordre d'obtenir des prélèvements d'ADN sur une couche souillée afin d'établir que Julian était son père. Un autre a admis avoir placé des micros cachés sous les extincteurs pour enregistrer des réunions confidentielles entre Julian et ses avocats.

Les enregistrements des réunions juridiques de Julian à l'ambassade d'Équateur à Londres étaient régulièrement transportés physiquement vers des gestionnaires aux États-Unis. Un cambriolage du bureau des avocats de Julian a été filmé, et les enquêteurs ont découvert des photographies des documents juridiques de l'avocat de Julian prises à l'intérieur de l'ambassade. Les opérations visant ses avocats semblent tirées d'un manuel de jeu soviétique.

De l'autre côté de l'étang, depuis la tentative de l'administration Nixon de poursuivre le New York Times pour les Pentagon Papers, il y a plus d'un demi-siècle, les avocats constitutionnels ont averti que la loi sur l'espionnage de 1917 serait un jour utilisée de manière abusive pour poursuivre les journalistes.

C'est l'administration du président Obama qui a relancé l'utilisation abusive de la loi sur l'espionnage. Plus de sources journalistiques ont été inculpées en vertu de cette loi que toutes les administrations précédentes réunies, notamment la source WikiLeaks Chelsea Manning, le dénonciateur de torture de la CIA John Kiriakou et le dénonciateur d'espionnage de la NSA Edward Snowden.

À la suite de pressions publiques massives, Obama a commué la peine de 35 ans de Chelsea Manning. Il a refusé de poursuivre Julian pour avoir publié les fuites de Manning, en raison des conséquences pour la liberté de la presse.

Après la vague d'inculpation de l'administration Obama au titre de l'Espionage Act, ce n'était qu'une question de temps avant qu'une autre administration n'élargisse encore l'interprétation de cette loi.



Ce jour est arrivé bien assez tôt. L'administration de Trump a innové sur le plan juridique en inculpant Julian pour avoir reçu, possédé et publié les fuites de Manning. Pendant ce temps, à Langley, en Virginie, M. Pompeo a chargé la CIA d'élaborer des plans d'assassinat.

La décision de Priti Patel intervient dans un contexte de réformes gouvernementales de plus en plus totalitaires - les projets visant à affaiblir l'influence de la Cour européenne des droits de l'homme et la décision d'extrader Julian en sont le coup de grâce.

Les réformes proposées par le ministre de l'Intérieur pour la loi britannique sur les secrets officiels suivent largement l'acte d'accusation de l'ère Trump contre Julian : les éditeurs et leurs sources peuvent être accusés de co-conspirateurs criminels.

L'affaire d'extradition de Julian crée elle-même un précédent juridique. Ce qui a longtemps été compris comme un principe fondamental de la démocratie, la liberté de la presse, va disparaître d'un seul coup.

En l'état actuel des choses, aucun journaliste ne prendra le risque de

subir ce que Julian subit. Julian doit être libéré avant qu'il ne soit trop tard. Sa vie en dépend. Vos droits en dépendent.

**Stella Assange**

**27 juin 2022**

Originally published:  
<https://www.independent.co.uk/voices/julian-assange-wife-stella-moris-extradition-wikileaks-b2106602.html>

**Traduction Hayin-Ray Antileo**

## La conviction Mapuche

L'année 2022 pour le peuple Mapuche en lutte est une année comme les précédentes, c'est à dire une année de résistance et de désespoir.

Malgré la venue du nouveau président tant attendu Gabriel Boric, la situation au sud du Chili n'a guère changé : les prisonniers politiques Mapuche sont toujours en prison, ceux qui sont à l'attente d'un procès, sont toujours maintenus en détention préventive, et cela depuis plus d'une année. La militarisation est encore présente et la mauvaise presse continue à diffamer les gens de la terre, NON les Mapuche ne sont pas des terroristes.

Le droit à leur terre, la protection de leurs ressources naturelles, la liberté aux prisonniers politiques, l'application de la convention de OIT, les demandes n'ont pas vraiment changé. Et pourtant la répression est chaque fois plus perverse et menaçante.

L'année passée, ce sont de jeunes Mapuche qui ont perdu la vie : Pablo Marchant 29 ans tué par balle le 9 juillet 2021 ainsi que Yordan Llampi 23 ans assassiné le 3 novembre 2021. Cette année, c'est au tour de la famille de Eloy Ulises



Alarcon Manquepan, 33ans assassiné le 7 juin 2022 . Chaque mort entraîne une profonde douleur, suivie par une rage qui monte face à une justice indolente, et ensuite vient la désespération comme un cri silencieux qui raisonne à l'intérieur de nous, de savoir une famille privée de l'un des siens. Mais jusqu'à quand continueront-ils à nous éliminer? La réponse est jusqu'à qu'ils obtiennent toutes les ressources et les richesses que regorgent les terres du Sud du Chili.

Le 4 septembre, le peuple se prononcera pour la nouvelle

constitution Apruebo. Quelle que soit le résultat, les mapuches continueront avec détermination la voie de la récupération au péril de leur vie. Convaincus que notre mère la terre Nuke Mapu ne peut pas être aux mains des multinationales et des compagnies forestières et que ceux qui la protègent ne doivent pas subir l'emprisonnement.

**Mapuche Suiza**



## Septembre, le mois des rendez-vous du Chili avec son destin

Il ne s'agit ni de superstition ni de fatalité, mais d'Histoire. Depuis le début de sa vie républicaine le mois de septembre vit survenir des événements majeurs pour la société chilienne. En septembre 1970 débuta le gouvernement du président Salvador Allende, qui marque encore l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle et au-delà... Trois ans plus tard, en septembre 1973 le coup d'État des militaires et des grands patrons noya dans le sang une expérience démocratique pleine de promesses. Et en ce mois de septembre 2022, un autre événement majeur aura lieu : le référendum qui devrait accepter le texte d'une nouvelle Constitution pour le Chili.

Si l'histoire ne se met pas à bégayer, comme cela arrive parfois, nous devrions assister à l'instauration d'un texte qui consacre des nouveaux droits populaires, qui dépoussière les vieilles institutions créées par la dictature et qui introduit des nouveaux acteurs dans le jeu démocratique : les femmes, les peuples originaires, les minorités sexuelles. Une Constitution n'a jamais résolu tous les problèmes d'une société, mais elle traduit un désir collectif, une coloration éthique et fixe les règles et les contours de ce qui est permis et de ce qui est possible. En se référant à ce nouveau cadre, les luttes politiques, sociales et culturelles peuvent se voir élargies et légitimées.

Tout au long du travail de discussion et de rédaction du nouveau texte, les membres de la Convention constitutionnelle ont été attentifs aux expériences d'autres pays. Il va sans dire que les système politique suisse fut souvent évoqué : la cohabitation de différentes cultures, la démocratie directe, le droit

aux initiatives populaires, la participation à la vie politique des ex-patriés, sont certaines des réalités de l'ordre politique suisse qui ont beaucoup intéressé les Conventionnels. La majorité de la Convention ne veut pas, néanmoins, d'un ordre bourgeois trop soumis aux forces économiques. Le Chili ne veut pas copier l'ordre constitutionnel helvétique.

Plusieurs voix ont exprimé le désir que le Chili puisse, en ce septembre démocratique, renouer avec les grands principes de la lutte populaire : surtout, rendre la parole aux citoyens et permettre les débats sur les grands enjeux. Il ne s'agit pas d'un processus révolutionnaire au sens classique : la structure reste capitaliste, la bourgeoisie et même les multinationales gardent un pouvoir certain, mais le peuple commence à démonter le blindage qui empêchait jusqu'à présent tout changement.

En 1974, le dictateur Franco venant venir sa mort, se vantait en disant : « *Je laisse tout ficelé... et bien ficelé !* ». Pinochet, grand admirateur du franquiste laissa lui aussi un système politique quasi impossible à réformer. Pourtant, son ordre



constitutionnel et ses principes rétrogrades sont battus en brèche par la lutte populaire dans la rue et par le travail d'une nouvelle génération de politiciens, issus des luttes de base, qui osent penser égalité, diversité et coopération.

En vertu des tressages paradoxaux de l'histoire, il se pourrait que ce septembre 2022 puisse renouer avec septembre 1970, en mettant au rebut le septembre de terreur et de peine des généraux de 1973. Ce qui semble désormais très clair, c'est que l'esprit et l'expérience de Salvador Allende ont survécu au règne de la terreur, du profit néolibéral déchaîné et de l'opportunisme de ceux qui manipulent le peuple au lieu de le servir.

**Ariel Sanzana**

Pour la Plataforma Unidad social.  
Ginebra



## Des mesures immédiates pour combattre le renchérissement

Loin du "monde d'après", dont on a pu débattre pendant le premier confinement, loin même d'un "retour à la normale", le monde est plongé aujourd'hui dans une situation pire qu'avant : guerres, urgence climatique encore plus aiguë et crise économique, qui se manifeste sous la forme de l'inflation. Tout augmente, sauf les salaires, les retraites et les prestations sociales. Le problème du renchérissement du coût de la vie est causé par l'inflation, mais aussi par d'autres phénomènes comme la hausse inexorable des primes d'assurance maladie – qui devraient augmenter brutalement en 2023 – et celle des loyers.

Que les causes soient différentes, l'impact sur le pouvoir d'achat des classes populaires est le même, et

il est déjà brutal pour les plus modestes. Face au renchérissement du coût de la vie, plusieurs mesures devraient être prises immédiatement.

➤ Le Conseil fédéral compte-t-il indexer les salaires, les retraites et les prestations sociales au coût de la vie, afin de mettre un frein à la baisse du pouvoir d'achat ?

➤ Le Conseil fédéral ne devrait-t-il pas instaurer un contrôle des prix sur les denrées de base et sur les loyers, comme cela avait longtemps été le cas pour les loyers après la Deuxième Guerre mondiale ?

➤ Le Conseil fédéral envisage-t-il de plafonner les primes



d'assurance maladie et de diminuer les réserves des caisses maladies ?

**Intervention de notre Conseiller National Denis de la Reussille**

## Hausse des primes : un nouveau système s'impose

Le système de la LAMal avec la concurrence entre les caisses privées a clairement atteint des limites et n'est plus acceptable tel qu'il est. Le montant des primes devient insoutenable et leur hausse continue n'est pas justifiée. Les réserves des caisses atteignent des sommes astronomiques, bien au-delà des obligations légales, sans aucune justification. Les montants indûment perçus aux assuré-e-s de certains cantons n'ont été que partiellement restitués, sans qu'aucune correction ne soit apportée à un système dont l'opacité est par ailleurs intolérable.

Alors que des possibles hausses de 7 à 9 % ont été annoncées pour 2023, il devient clair que des mesures immédiates doivent être prises, mais également qu'une réforme en profondeur de tout le système LAMal s'impose, dans le sens de la transparence, de l'équité et de la justice sociale.

➤ Dans l'immédiat, le Conseil fédéral prévoit-il d'intervenir pour

plafonner les primes et empêcher les hausses annoncées pour 2023 ?

➤ Le Conseil fédéral ne devrait-il pas contraindre les caisses à puiser dans les réserves qu'elles ont indûment accumulées, avec de l'argent payé par les assuré-e-s ?

➤ A moyen terme, le Conseil fédéral ne pense-t-il pas qu'il est grand temps de réfléchir à un nouveau système, avec des primes basées sur le revenu ?

**Intervention de notre Conseiller National, Denis de la Reussille**

### Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Paraît 10 fois par an

Rédaction, administration

25 Rue du Vieux-Billard

Case Postale 16

1211 Genève 8

[pdt-ge@bluewin.ch](mailto:pdt-ge@bluewin.ch)

[www.pdt-ge.org](http://www.pdt-ge.org)

022 321 79 58

ccp : 12-8747-5

mention : encre rouge

**Éditeur responsable :**

Alexander ENILINE

**Maquette :**

Alexander ENILINE

**Ont collaboré à ce numéro :**

Alexander ENILINE, Bolivia Plurinacional, Tania MARINO, Hayin-Ray ANTILEO, Mapuche Suiza, Ariel SANZANA

Ariel SANZANA

Ariel SANZANA

Ariel SANZANA

**Délai de remise des textes :**

1<sup>er</sup> septembre 2022

**Tarif abonnements :**

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



## Journée de grève féministe pour l'égalité et la dignité ! – Touche pas à nos retraites, à nos corps et à nos efforts !

Aujourd'hui, les femmes\* de toute la Suisse se battent à nouveau pour leurs droits et leur dignité. La grève historique des femmes/grève féministe de 2019 a marqué la Suisse et reste d'actualité. En effet, même si elle a réussi à largement attirer l'attention sur les méfaits du patriarcat et du capitalisme, seule une lutte déterminée et cohérente contre le sexisme et les stéréotypes idéologiques peut entraîner des changements sociaux et sociétaux.

L'oppression économique des femmes\* – travail précaire et invisible, exploitation et inégalité salariale – s'accompagne de harcèlement et de violence sous toutes ses formes et de désavantages sociaux. La Suisse n'est pas un modèle pour les droits ou la protection des femmes\*.

Des salaires plus bas, le temps partiel et le travail non rémunéré conduisent à une situation scandaleusement mauvaise pour les femmes\* à la retraite. Ainsi, les femmes\* continuent de recevoir une retraite inférieure d'un tiers à celle des hommes\*. La réforme actuelle AVS 21 a pour conséquence que chaque femme\* perdra 1200 francs par an de rente. La pauvreté des femmes\* à la retraite est réelle. C'est pourquoi le PST-POP, surtout en cette période où l'inflation à venir touchera la classe ouvrière et plus particulièrement les travailleuses, met également l'accent sur le référendum contre la réforme AVS 21 et continue de revendiquer:

☞ L'égalité salariale, qui inclut le droit à une retraite décente, et le



Le groupe féministe du Parti du Travail à la manifestation du 14 juin à Genève

- partage des tâches domestiques, éducatives et de soins.
- ☞ Pas d'augmentation de l'âge de la retraite des femmes.
- ☞ La mise en œuvre de la Convention internationale d'Istanbul, qui définit et reconnaît la violence envers les femmes comme une violation des droits humains.
- ☞ La protection contre la violence sexiste.
- ☞ Le droit de chaque être humain de disposer de son corps, qui garantit notamment l'accès à la contraception ainsi que l'interruption de grossesse.
- ☞ La suppression de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les produits d'hygiène féminine, aujourd'hui taxés comme des produits qui ne sont pas considérés de première nécessité.
- ☞ La mise en place de campagnes de prévention contre toute forme de violence envers les femmes.

Et nous ne nous arrêtons pas ...

jusqu'à ce que toutes les inégalités entre les sexes soient un vestige du passé capitaliste !

**PST-POP**

**Le 14 juin 2022**



## Positionnement sur la situation au Sahara occidental

La population sahraouie est contrainte à l'exil depuis plus de 40 ans ; la diaspora permanente et l'impossibilité de retourner à son territoire sans que cela implique une vie de soumission. Les Sahraouis ont été l'objet de violations des droits de l'homme face à la passivité des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux.

L'action de la MINURSO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) a été clairement inefficace, non seulement en échouant à atteindre les objectifs pour lesquels elle a été créée, mais en donnant également au Maroc la possibilité d'exploiter les ressources naturelles du Sahara Occidental et d'assurer le contrôle et déplacement de la population.

Il est également important de souligner les rôles que jouent l'Espagne et la France dans ce conflit : la France, en tant que principale puissance de soutien de la proposition d'autonomie du Maroc ; et l'Espagne, en tant que puissance chargée de résoudre le conflit. Il faut rappeler que l'Espagne, en tant qu'ancienne puissance colonisatrice du Sahara occidental, est chargée de résoudre le conflit et de faire pression pour la convocation du référendum sur l'autodétermination du Sahara, en attente depuis 40 ans.

Le mois de mars dernier, on a appris par une fuite à la presse que le gouvernement espagnol avait radicalement changé sa position de neutralité à l'égard du Sahara occidental et reconnu la souveraineté du Maroc.

La position antérieure du gouvernement espagnol était déjà très contestable et critiquée, vu que la neutralité de l'État espagnol dans le conflit n'a fait que renforcer l'agresseur, c'est-à-dire le Maroc.



Désormais, la proposition d'autonomie rompt complètement avec les résolutions, qui envisagent la tenue d'un référendum pour l'indépendance de l'ancienne colonie espagnole. Ainsi, ce n'est pas un territoire marocain à décentraliser, mais plutôt un territoire non autonome en attente de décolonisation. Il faut rappeler que le Sahara occidental est un territoire qui vit sous un régime d'occupation militaire et de pillage, et que le Maroc ne permet pas l'existence de partis qui ne sont pas propices au régime marocain.

Ce changement de position, manifeste une fois de plus que le PSOE est le principal allié du régime marocain en Espagne. Cela manifeste aussi à nouveau comme le "gouvernement le plus progressiste de l'histoire", kidnappé par les intérêts du PSOE, n'est progressiste que dans les déclarations : le PSOE bloque toutes les initiatives de changement profond de ses alliés au gouvernement, contraire au changement de position, ainsi que la majorité du Parlement espagnol qui a exprimé son rejet au changement de position le 7 avril 2022 en séance plénière.

En tant que Parti de la Gauche Européenne, nous déclarons :

✎ Notre condamnation totale des interventions militaires marocaines dans la zone RASD.

✎ Notre rejet de l'occupation alauite du Sahara occidental, symbole impérialiste d'exploitation des ressources naturelles et d'oppression nationale.

✎ L'inquiétude face à l'inaction des Nations Unies et de la MINURSO pour la résolution effective du conflit, qui passe, comme accordé et comme le demande le peuple sahraoui, par un référendum d'autodétermination contraignant.

✎ L'inquiétude concernant le changement de position du PSOE en Espagne, n'écoulant pas la volonté de son partenaire gouvernemental, le Parlement et la majorité des citoyens espagnols.

✎ Nous exprimons notre solidarité la plus absolue et la plus ferme avec le peuple sahraoui, les institutions de la RASD, le Front Polisario et l'UJSARIO.

**Parti de la Gauche européenne**



## Réfugié-e-s et migrant-e-s, victimes d'une violence massive aux frontières de l'UE

Depuis plusieurs mois maintenant, nous assistons à une violence massive et effrénée à l'encontre des migrant-e-s et des réfugié-e-s, tant aux frontières terrestres que maritimes de l'Union Européenne. Des dizaines de centaines de personnes se noient dans la mer Méditerranée ou sont repoussées vers des pays peu sûrs et vers leur destin angoissant. Alors que les dirigeants de l'UE semblent accueillir les réfugié-e-s ukrainien-ne-s fuyant l'invasion russe dans leur pays et la guerre qui menace toujours leur vie, ils ne montrent aucune compassion pour les victimes de la guerre, du nettoyage ethnique et de la violence extrême en provenance d'Afrique ou d'Asie.

Les réfugié-e-s et les migrant-e-s sont évalué-e-s comme utiles ou indésirables, selon le discours de l'UE et les besoins actuels de la politique internationale, le "business as usual" étant le mantra de la saison. Sous les yeux des gens, le jeu des reproches qui se poursuit entre

les agents de FRONTEX et les bureaucrates des États nationaux ne change rien à la situation effrayante.

D'autre part, la Grande-Bretagne post BREXIT a élaboré de nouvelles politiques anti-migrants et réfugiés encore plus fortes, produisant la Loi sur les nationalités et les frontières qui répond au discours xénophobe et raciste des groupes pro-Brexit et transforme la vie des personnes fragiles en enfer.

Peu importe la fréquence des déclarations de l'ONU plaidant pour la fin des stratégies meurtrières, le nombre de victimes est désormais incontrôlable. Le massacre de Melilla qui a fait un nombre encore inconnu de morts et des dizaines de blessés, laissés exposés et impuissants parmi les corps de leurs morts, ne peut être laissé inaperçu ou traité selon les règles du conformisme politique.



Le Parti de la Gauche Européenne, en solidarité avec toutes les personnes démocratiques et justes en Europe et dans le monde, condamne fermement les politiques migratoires de l'UE qui soutiennent les refoulements, la noyade de personnes sans défense, les attaques et les tirs sur les désespérés, le trafic d'êtres humains et l'exploitation, tout en incriminant la solidarité, l'humanité et la compassion.

**Parti de la Gauche Européenne**

**Groupe de travail sur la migration**

Les 24 et 25 juin, le #PeaceSummit a eu lieu à Madrid pour s'opposer à l'OTAN et défendre la paix. Maite Mola, première vice-présidente du PGE, a déclaré :

"Nous participons à ce Contre-Sommet pour écouter, débattre, et en sortir mieux préparés pour la lutte qui a lieu et pour la lutte à venir".

"Nous avons besoin d'une autre Europe qui ne ressemble en rien au modèle actuel de l'UE. Nous avons besoin d'une construction régionale qui consacre des ressources à l'amélioration de la vie des gens, avec un secteur public fort qui garantit des soins de santé pour tous, une éducation publique gratuite, le droit au travail et au logement, et avec une politique de soins qui nous permette d'avancer vers l'égalité.

"En ces temps sombres, où nous vivons la guerre entre la Russie et l'Ukraine et le désastre qu'elle entraîne, nous avons besoin d'un continent européen qui recherche la coopération sous la forme de relations pacifiques entre les États européens et avec le reste des États de la planète".

"Vivre en paix est incompatible avec le militarisme de l'UE et de l'OTAN, qui dépensent notre argent en armes et en renforcement militaire, et nous entraînent dans une nouvelle guerre froide qui divise déjà le monde en blocs d'États qui s'affrontent. Nous avons besoin d'un monde multipolaire qui respecte la diversité.



"Nous n'acceptons pas qu'on nous impose la sécurité militariste que les élites veulent ; nous voulons une sécurité collective et humaine dans laquelle les soins et les besoins sociaux de nos peuples sont au centre des propositions et des actions politiques."

**NON À L'OTAN, BASES ÉTRANGÈRES HORS DE NOS TERRITOIRES DE PAIX !**





## Les pays de l'OTAN signent les protocoles d'adhésion de la Finlande et de la Suède

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février dernier, la Suède et la Finlande ont annoncé leur intention d'abandonner leur statut de non-alignement militaire et de faire partie de l'OTAN. Le 4 juillet, les ambassadeurs des 30 pays de l'OTAN ont signé les protocoles d'adhésion de la Suède et de la Finlande, qui doivent toutefois être ratifiés par les États avant de pouvoir entrer en vigueur. Heinz Bierbaum, le Président du Parti de la Gauche Européenne, commente :

«L'un des résultats néfastes du sommet de l'OTAN, ce sont les concessions faites à la Turquie en

échange du soutien à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN. Entre autres, l'embargo sur les armes imposé en raison de l'invasion illégale du nord de la Syrie a été levé. Et ce, bien que la Turquie menace de plus en plus la Grèce, son partenaire au sein de l'OTAN, dans le cadre d'un conflit portant sur des territoires et des gisements de gaz en Méditerranée orientale.

«Il est prévu d'extrader des personnes vivant en Suède et en Finlande qui sont soupçonnées d'être des terroristes en Turquie. Dans les faits, cela se traduit par l'extradition de personnalités de l'opposition

appartenant au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et aux Unités de protection du peuple (YPG) Syro-Kurde. Une fois de plus, l'OTAN montre la valeur du droit à l'autodétermination lorsqu'il n'est pas lié à ses propres intérêts économiques et géopolitiques.

«Tout cela n'a rien à voir avec la sécurité, mais avec des ambitions militaires et de pouvoir politique, dans lesquelles l'OTAN s'est engagée sans réserve.»

### Parti de la Gauche Européenne

## Les combats poujadistes d'une droite rétrograde

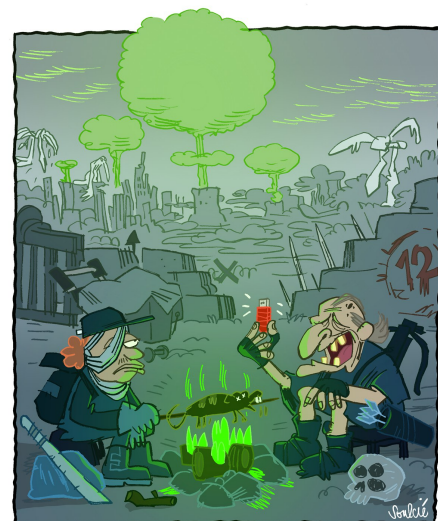
Mis à part son combat traditionnel pour les privilèges des plus riches – «nous, les bourgeois, devons assumer ensemble nos responsabilités pour le bien de tous les habitants de la Suisse et mettre résolument un frein à l'appel de la gauche pour plus de redistribution, plus de nivellement et plus d'État», a déclaré Thierry Burkart, président du PLR suisse à la dernière Assemblée des délégués de ce parti ; c'est rare d'assumer avec une telle franchise conduire une lutte de classe...du côté de la bourgeoisie – le PLR a cherché à se profiler sur deux thèmes plus « porteurs » : la dénonciation, sur un ton outrancier, des « dérives sociétales » et des actions de désobéissance civile menées face à l'inaction des autorités eu égard à l'urgence climatique.

Nous nous concentrerons sur ce second aspect. Non pas que nécessairement toutes les actions choisies par les mouvements de désobéissance civile soient tactiquement pertinentes, ni que le fait de poursuivre une juste cause légitime par ce seul fait une violation de la loi. Le fait est en tout cas que l'urgence climatique est une réalité, et que ce qui est réellement criminel et « extrémiste » c'est l'inaction – voire la hausse des

investissements dans les énergies fossiles –, de la part de la bourgeoisie et de ses gouvernements.

Que révèle du PLR le choix de ses combats, et la façon dont il les mène ? Le fait est que le PLR s'acharne sur la moindre action de désobéissance civile menée au nom de l'écologie, quand bien même elle n'implique aucun dommage à la propriété, et se limite à des perturbations mineures du trafic ou du fonctionnement ordinaire d'une agence bancaire. A entendre ces gens, la violation la plus légère de la loi est un scandale absolu, si ce n'est pas le plus grand problème de notre société, et justifierait la riposte la plus drastique.

Ce ton tapageur des critiques laisse entendre qu'aux yeux du PLR le problème dénoncé – le changement climatique ; ou plus spécifiquement les îlots de chaleurs urbains – est tout à fait mineur. Impression que confirme sa défense passionnée, et poujadiste, de la place de la bagnole en ville, au nom de la « liberté » ou des intérêts – réels ou supposés – des entreprises. La détestation quasi-irrationnelle envers tout mouvement écologiste vient visiblement de faits qu'on les



- TU VOIS, PETIT, SUR CETTE CLÉ, J'AI UNE PETITE FORTUNE EN CRYPTOMONNAIES ET EN NFT, HÉHÉHÉ !

voit au PLR comme des empêchements du *business as usual*. Notre profit d'abord ! Ensuite, la planète n'a qu'à brûler !

Pourtant, la sécheresse qui frappe aujourd'hui l'Italie montre bien que les restrictions à la « liberté » que dénonce le PLR paraîtront bientôt au mieux une aimable plaisanterie. Ce caractère rétrograde, pour ne pas dire attardé, des combats du PLR montre bien en tout cas la nocivité de ce parti, qui ne fait pas moins partie du problème que les climatosceptiques déclarés

### Alexander Eniline



## Kin-dza-dza, un film postapocalyptique soviétique

Dans l'espace post-soviétique, ce film est aussi célèbre que *Star Wars* en Occident. Des termes fictifs et des répliques en sont entrés dans le langage courant. Le film dont nous parlons est *Kin-dza-dza*, une comédie dystopique de science-fiction soviétique, sortie en 1986, au tout début de la Perestroïka, mais dont le tournage commença tout à la fin de la vie de Léonide Brejnev.

Dans la science-fiction occidentale, l'univers de *Kin-dza-dza* se rapprocherait le plus de celui de *Mad Max* : monde postapocalyptique, marqué par la dévastation écologique, l'épuisement des ressources, et de graves pénuries d'eau ; où la civilisation n'existe plus, pas plus que le droit et les normes morales, et où règne le seul et impitoyable rapport de forces, dans une lutte de tous contre tous, sans espoir ni perspectives. Mais ce chef d'œuvre du réalisateur Gueorgui Danielia est d'un tout autre genre : point de pathos hollywoodien, effets spéciaux cheap ; et *Kin-dza-dza* n'est pas un film d'action. Son statut de film culte dans l'espace post-soviétique, il le doit à son humour décalé – qui en fait un objet cinématographique très particulier – au talent de ses acteurs, et à la remarquable créativité de sa réalisation, malgré un budget limité. Il le doit surtout à sa dimension philosophique, de critique sociale profonde et pertinente, de critique de toute société fondée sur l'inégalité et le despotisme.

Sorti à une époque où le socialisme réellement existant en URSS avait atteint le sommet de son développement – ayant réalisé, quoi qu'on puisse en dire par ailleurs, la civilisation la plus avancée que l'humanité ait connue – mais où s'accumulaient aussi des contradictions et des problèmes non résolus qui annonçaient le début du cours néfaste et liquidateur qui commençait à être pris (quoiqu'en 1986 peu de gens pouvaient s'en douter), le message de cet OVNI cinématographique ne fut pas tout de suite compris, et il reçut parfois dans la presse des

critiques négatives dues à la seule mécompréhension. Il est vrai que *Kin-dza-dza* correspondait assez peu à l'atmosphère intellectuelle du début des années Gorbatchev. Mais le public adora, quoique sans toujours bien comprendre pourquoi. D'aucuns ont même pu penser qu'il s'agissait d'une satire de certains aspects de la société soviétique – les aberrations du bureaucratisme et un pouvoir exagéré attribué aux dignitaires, et utilisé par ceux-ci d'une façon arbitraire. Mais une telle interprétation ne tient pas la route, tout simplement parce que la société dépeinte dans le film est clairement fondée sur la propriété privée et le libre-marché, et que ses valeurs ne sont pas celles du socialisme, mais de l'individualisme libéral poussé jusqu'à l'extrême de ses conséquences. *Kin-dza-dza* témoigne en tout cas de la vitalité de la culture et de la pensée soviétique – qu'une propagande occidentale stupide, aussi malveillante qu'ignorante s'acharne à tort à vouloir faire passer pour sclérosée et stagnante – à l'aube de sa disparition. Ce film est également curieusement prophétique de la régression terrifiante qui allait suivre la disparition du socialisme (Danielia l'aurait-il senti ?). Et il est hautement pertinent pour nous, pour qui un tel monde postapocalyptique pourrait être notre avenir si nous ne parvenons pas à nous débarrasser du capitalisme auparavant.

L'histoire commence à Moscou. Vladimir Machkov (dit Oncle Vova) sort de chez lui acheter du pain. Il est pris à partie par un étudiant, Gedevan Alexidze (dit Violoniste, bien qu'il ne sache en réalité pas jouer de cet instrument, qu'il doit simplement livrer à quelqu'un), qui lui demande que faire face à un étrange personnage, à l'allure débraillée et pieds nus, et qui tient des propos apparemment incohérents. Celui-ci prétend être un alien, et demande les coordonnées de la Terre pour pouvoir retrouver le chemin de sa planète. Il tient à la main un étrange appareil, qui ressemble à un gadget quelconque. Oncle Vova le prend



Affiche originale de *Kin-dza-dza*

pour un fou. Souhaitant convaincre l'« alien » d'aller se réchauffer – on est en plein hiver – il appuie sur un bouton au hasard du mystérieux appareil, malgré les avertissements de son possesseur.

Mais ce gadget était en réalité un véritable téléporteur, et Oncle Vova et Gedevan se retrouvent en plein désert. Croyant être au Turkménistan, ils se mettent en marche. Ils tombent bientôt sur un étrange appareil volant, qui ressemble à un cylindre en métal rouillé. En émergent deux personnages à l'allure humaine, qui se comportent d'une façon déroutante et dont le langage est incompréhensible. Les deux terriens souhaitent les convaincre de les transporter en ville. Ils parviennent à leurs fins lorsque Oncle Vova sort une allumette pour se griller une cigarette. Visiblement désireux ardemment de posséder la chose, les deux personnages énigmatiques acceptent de laisser les terriens monter. La communication s'établit vite entre eux, parce qu'il se révèle que les habitants de cette planète sont doués de télépathie, et apprennent de ce fait rapidement le russe.



On apprend alors qu'Oncle Vova et Gedevan ont atterri sur la planète Pluke, dans la galaxie Kin-dza-dza. Leurs hôtes se trouvent être Ouef, un Chatlanien, et Bi, un Patsak. Ils sont des artistes itinérants, bien que leur musique ressemble plutôt à du bruit infâme. S'ils ont pris les deux terriens à bord, c'est pour les allumettes – *ké-tsé* dans leur langue – qui sur leur planète est le bien matériel le plus précieux. Ils acceptent de ramener les deux Soviétiques chez eux, en échange d'un paiement, mais pour cela il faudra d'abord acheter une *gravit-sape*, pièce indispensable pour que leur vaisseau puisse voyager instantanément à travers les galaxies. Évidemment, les choses ne se passent pas comme prévu, et nos quatre personnages vivront moult aventures, qui les mèneront en errances dans le désert, en passant par la capitale de Pluke, pour brièvement visiter deux autres planètes, un voyage dans le temps, et enfin rentrer sur terre.

Ces errances leur permettront de voir différents aspects de la société plukienne, à laquelle les terriens auront du mal à s'adapter. En un sens, Pluke est technologiquement beaucoup plus avancée que la Terre, bien que tout soit rouillé et en état de délabrement avancé. Toutefois, les Plukiens ont détruit eux-mêmes leur planète, jadis verte de vie. Mais toute l'eau a été transformée en carburant, le *lutz*. La technologie n'est pas une solution miracle aux problèmes environnementaux. Depuis, la planète n'est plus qu'un désert, où la faune et la flore ont disparu. Il n'y a que du plastique comestible comme nourriture, et il faut retransformer du *lutz* en eau pour pouvoir en boire.

La société plukienne est une dystopie capitaliste libérale. Sur cette planète, l'homme est vraiment un loup pour l'homme. Tous les liens sociaux y ont depuis longtemps été remplacés par les eaux glacées du calcul égoïste. Les Plukiens n'ont aucun scrupule à s'escroquer mutuellement, sans aucun égard l'un pour l'autre. Ils sont télépathes, donc, non seulement ils ne peuvent

dire ce qu'ils pensent, mais même pas se permettre de penser ce qu'ils pensent en présence d'autrui. Malgré leur haute technologie, ils survivent dans des abris troglodytes et délabrés. Tout dans le film – décors, costumes, accessoires – est terne, sale, abîmé. Que l'étalon de valeur ultime soit l'allumette – en URSS le bien de consommation le moins cher – est là pour mettre en exergue l'arbitraire, l'absurdité d'une échelle de valeurs dominée par l'argent.

La société plukienne est brutalement hiérarchique, une hiérarchie qui a dégénéré en oppression et humiliation pure. Une hiérarchie fondée sur la ségrégation raciale : la société plukienne est divisée en Chatlaniens (dominants) et Patsaks (dominés). Pour les différencier, un appareil affiche une lumière orange pour un Chatlanien, et verte pour un Patsak. Rien d'autre ne les distingue (absurdité de toute ségrégation raciale). Les Patsaks sont soumis à toutes sortes de vexations ridicules et arbitraires, et les Chatlaniens rejettent la faute de leur vie désespérante sur les Patsaks qui leur voleraient leur place. Les deux Terriens se retrouvent être des Patsaks, et subissent donc la discrimination raciale. Une hiérarchie fondée également sur l'argent : les riches peuvent porter un pantalon jaune, qui leur accorde des privilèges, et oblige les inférieurs à des genuflexions ridicules ; et les très riches un pantalon pourpre, source d'encore plus de privilèges.

Nous ne disons pas utopie libertarienne, puisque cet ordre injuste est maintenu en place par un État, despotique et sans aucune prétention à la justice ; dont la police, les *etse-lops*, sont corrompus et agissent avec brutalité et arbitraire, et dont le chef, Monsieur PG, se prélassait dans une piscine privée sur sa planète manquant d'eau.

Cette société décadente a une culture tout aussi décadente. La musique s'y réduit à un bruit grotesque, et le langage se limite presque à deux monosyllabes : *Kou* (presque tous les mots), et



Affiche de *Kou ! Kin-dza-dza*

*Kiou* (insulte socialement acceptable). Ces monosyllabes rythment le film d'une litanie grotesque. Danielia dira que cette caricature préfigurait la décadence de la Russie capitaliste, avec sa musique commerciale et sa langue polluée par le jargon issu des milieux criminels. Mais les habitants qui ont grandi dans une telle société ne peuvent plus envisager autre chose que d'opprimer ou d'être opprimé. Ouef et Bi refusent de suivre Oncle Vova et Gedevan sur Terre, parce que la vie n'aurait pas de sens si le rang social n'est pas marqué par la couleur du pantalon. Du reste, beaucoup de gens aujourd'hui ont plus de facilité à envisager la fin de la vie sur Terre que la fin du capitalisme.

Une bonne métaphore de l'avenir sombre où le capitalisme néolibéral nous entraîne ? En tout cas, Guegui Danielia a réalisé, en 2013, un remake de son film sous forme de dessin animé, intitulé *Kou ! Kin-dza-dza*. L'histoire est proche, mais avec de notables variantes. La principale différence est que les deux Terriens viennent cette fois de la Fédération de Russie. Contrairement aux deux Soviétiques du film original, qui incarnaient des valeurs supérieures, les deux Russes s'intègrent sans problème à la société plukienne, puisqu'il s'agit, en substance, du même type de société que de celle de leur pays natal.

Alexander Eniline



**Délégation du PST-POP  
au 5e congrès du HDP**



Le 5e grand congrès du Halkların Demokratik Partisi - HDP s'est ouvert le 3 juillet. Nous y avons participé avec une délégation du Parti Suisse du Travail (PST-POP). En ces temps difficiles pour les peuples de Turquie et du Kurdistan, alors que le HDP est constamment menacé d'interdiction, nous saluons d'autant plus le courage et la combativité de l'organisation et de tous ses alliés solidaires !



**Le PST-POP à la manifestation des travailleuses et travailleurs de la construction le 25 juin 2022**

**Votations populaires du 25.09.22**

**Recommandations de vote du Parti du Travail :**

**Initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse » : Liberté de vote**

**Financement additionnel de l'AVS par un relèvement de la TVA : NON**

**Modification loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (AVS 21) : NON**

**Modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA) : NON**

**Rejoignez-nous !**

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

NPA : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8